

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1794>



HAÏTI : vendredi 1er juin 2012, journée internationale de solidarité et de mobilisation...

- Actualité -



Date de mise en ligne dimanche 20 mai 2012

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Comité de suivi de la Commission internationale d'enquête sur Haïti (formé entre autres par : CATH, Chandel, CTSP, Modep, Rona, Unnoh).

Collectif de mobilisation pour l'indemnisation des victimes du choléra (formé entre autres par : Batay Ouvriye, Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo, UNNOH, MODEP, MOLEGAF, KRD, Sèk Gramsci, GREPS, Chandèl, AVS, Bri Kouri Nouvèl Gaye, ACREF)

Aux organisations syndicales, politiques, populaires et démocratiques du monde entier.

Depuis le mois de juin 2004, une force multinationale d'occupation, sous le drapeau des Nations unies, s'est installée dans notre pays.

Depuis le mois de juin 2004, une force multinationale d'occupation, sous le drapeau des Nations unies, s'est installée dans notre pays. Sa mission officielle consiste à « stabiliser » Haïti. Mais derrière ce faux objectif, nous savons parfaitement que le véritable objet de cette force d'occupation est d'assurer le projet de l'impérialisme américain en Haïti : garantir les intérêts des multinationales et de la bourgeoisie native.

Le premier juin 2012, cela fera 8 ans que la MINUSTHA occupe Haïti. Pendant ces huit ans, cette force dite de stabilisation a gagné une reconnaissance terrible du fait des innombrables agressions commises contre le peuple haïtien. Les cas de violation des droits individuels (viols, vols, destruction de l'espace universitaire) sont multiples, et la plupart des fois, ils ont été dénoncés par les organismes de défense des droits de l'homme et des organisations syndicales et populaires. L'introduction de l'épidémie de choléra par le personnel militaire de la MINUSTHA a aggravé cette souffrance. Jusqu'ici, ce sont plus de 7 000 personnes qui sont décédées du fait de cette maladie et plus de 5 000 les malades qui ont été clairement identifiés.

Devant cette situation douloureuse, nous voyons dans notre pays un élan de haine et de mobilisation croissant contre la MINUSTHA. C'est dans cette situation que le Comité de suivi de la Commission d'enquête internationale sur Haïti et le Collectif de mobilisation pour l'indemnisation des victimes du choléra ont organisé déjà diverses manifestations de sensibilisation et de mobilisation pour exiger le retrait immédiat de la MINUSTHA et pour que les Nations unies indemnisent les victimes.

Ensemble, nous exigeons :

- l'annulation totale et inconditionnelle des dettes d'Haïti ;
- l'arrêt de la politique d'ajustement structurel ;
- le remboursement des 21 millions de dollars pays par Haïti à la France par la République haïtienne ;
- le retrait immédiat des forces d'occupation ;
- la suppression du CIRH (Comité international pour la reconstruction d'Haïti), instance supranationale dirigée par l'ex président américain Bill Clinton ;

- l'indemnisation par les Nations Unies de toutes les victimes de la MINUSTHA.

Le 1er Mai a été organisé par la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) pour le retrait immédiat de la MINUSTHA. Le meeting a eu lieu à Ouanaminthe, où Arnold Bien-Aimé, du Comité exécutif du syndicat des travailleurs et employés des Zones franches et Ouanaminthe, Dieubenite, Dorsainvil (Sofezo-Codevi) ont été licenciés. A partir de l'information de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), une campagne internationale a été lancée qui a recueilli des dizaines de signatures de syndicats dans tout le continent, demandant la réembauche immédiate de ces dirigeants.

Publié par l'EIT